

Compte-rendu de la rencontre Marche mondiale/Banque Mondiale du 15/10/2000 à Washington

Portes-parole : Léonor Aida Concha ,Mexique ; Sylvia Estrada-Claudio, Philippines, ; Awa Ouedraogo, Burkina Fasso ; Suzy Rojzman , France.

Introduction et « animation » : Françoise David, Québec

Présentes : tout le Comité de liaison international + une partie du Comité de coordination québécois.

Toutes les porte-parole se sont exprimées dans leur propre langue, les notes (très résumées) que je vous retranscris sont donc déjà passées par le moule de la traduction simultanée.

Léonor (espagnol) : la Banque Mondiale est censée soutenir les plus démunis. A qui profite la croissance économique ?

La BM dit qu'elle prend en compte la dynamique de genre. Les femmes souffrent le plus de l'augmentation de la pauvreté, notamment par l'augmentation du travail domestique, non salarié. Il faut une distribution juste et équitable de la richesse. Le processus de négociation entre la Bm et nos gouvernements doit être transparent. Il n'y a pas de prise en compte du travail reproductif des femmes. La Bm finance des organisations pro-vie. Elle a fait un prêt de 30 millions de \$ pour les « Légionnaires du Christ »

Suzy : Les violences à l'encontre des femmes existaient bien avant la mondialisation néolibérale. Elles sont la forme exacerbée de la domination hommes-femmes. Mais la mondialisation crée des vulnérabilités supplémentaires pour celles qui en sont les premières victimes : les femmes. Exemples du Bangla Desh, du Mexique, de Taïwan. Depuis la chute du Mur de Berlin, les réseaux de prostitution en provenance des pays de l'Est vers l'Europe occidentale se sont considérablement étoffés. Depuis un certain nombre d'années, la Bm se préoccupe des femmes. Non par féminisme, ni par philanthropie, mais parce que les femmes peuvent servir vos intérêts. Plus de 40% de vos projets prennent en compte la perspective de genre, dites-vous.

Militante depuis des années contre les violences, j'ai cherché sur votre site web, vitrine de la Banque, les projets contre les violences. J'en ai trouvé peu, sans méthodologie expliquée, sans évaluation, sans bilan. J'ai trouvé aussi des travaux de recherche qui proposaient pour lutter contre les violences des solutions indirectes telles que l'autonomie financière qui ne suffisent pas. De toutes façons ce que vous pourriez éventuellement donner d'une main, vous le reprenez de l'autre. Vos PAS, en créant du chômage, en accroissant la pauvreté, en liquidant les services publics contraignant les femmes à encore travailler davantage aux tâches domestiques, délittent le tissu social et créent ainsi un terreau favorable à l'accroissement des violences. Ils sont eux-mêmes d'une très grande violence.

Sylvia (anglais) : on a tout vendu afin de générer du capital. Les forêts ont disparu, les mines sont vides. Il n'y a plus rien à vendre . Ce sont les corps que l'on vend à l'heure actuelle : esclavage, prostitution. Il y a une détérioration grave des systèmes d'enseignement et de santé.

Awa (français) : le désengagement de l'Etat accroît la pauvreté des populations. La dette a déjà été payée au prix fort. Il faut l'annulation totale et immédiate de la dette.

Françoise (français) : rappelle les 5 revendications immédiates de la Marche :

- l'annulation de la dette
- la fin des programmes d'ajustement structurels ou de leurs clones
- l'augmentation des ressources financières pour les femmes
- plus de transparence et d'imputabilité
- que vos politiques soient « gender-based »

James Wolfensohn (Président de la BM, anglais)

Je vous remercie. J'ai lu avec beaucoup d'attention votre document. Ma réaction personnelle est que depuis 30 ans, je prends en compte les droits des femmes notamment lorsque j' étais membre du Conseil d'Administration du Conseil de la population, ou lorsque j' ai travaillé en Amérique Latine. Les questions que vous m'avez posées font partie de mon quotidien et de ma famille.

La Conférence de Pékin a eu lieu au début de ma présidence. L'approche a changé du tout au tout. J'espère que vous allez écouter, apprendre, analyser, critiquer, ce qui a été fait depuis les 5 dernières années. Je connais bien la question des violences, l'importance du rôle des femmes dans le développement, ce sont des questions que j'ai faites miennes. Je veux présenter mes interventions. Je trouve que vous ne me laissez pas beaucoup de marge de manœuvre pour reconnaître ce que nous avons fait. Vous dites que je ne suis pas crédible ou fiable : nous devons avoir beaucoup de marge de manœuvre pour une communauté d'intérêt. La Bm peut vraiment vous aider. Pour ce faire, il faut beaucoup de discussion, d'analyse, il faut plus de connaissance. Concernant les violences, le rôle de la femme dans le développement, la vulnérabilité des femmes, on ne va pas trouver de différences dans nos analyses. Je vous invite à consulter nos ouvrages. Nous plaçons le même dossier que vous. C'est le b-a-ba de nos convictions. Vous vous retrouvez dans notre jugement. Nous allons essayer de vous convaincre. Nous oeuvrons vers le même objectif que vous, nous avons besoin d'un dialogue.

Cadre de développement intégré : 85 % du personnel qui agit de façon transparente, il faut passer à 100 %. nous faisons un portail mondial basé sur la transparence.

Sur l'annulation de la dette : nous avons lancé cette idée : PPTE (initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés qui viserait à une réduction de la dette). L'argent, si la dette est annulée doit être réorientée vers les programmes sociaux. Le cadre de développement intégré est une stratégie de réduction de la pauvreté.

Aux Philippines, j'ai discuté avec la société civile.

Nous avons prêté 34 millions de \$ pour les questions d'éducation des jeunes filles. La BM est le principal prêteur sur les fonds d'éducation. La BM a augmenté les ressources financières pour les femmes. Je demande instamment que vous teniez compte de ce que nous avons fait. Il faut faire des suggestions constructives. Je propose de se réunir à nouveau après la Marche. Je vais demander ce que nous pouvons faire mieux. Je travaille depuis 25 ans sur les violences, sur l'inégalité. Je vais lutter avec vous, à vos côtés. Vous allez formuler beaucoup de critiques mais après on peut se réunir autour d'une table ensemble. Vous devez parler avec notre institution. Je veux discuter avec vous, je n'arrête pas de le dire.

Mamphela Ramphela. Managing Director (anglais) : Je vous remercie d'avoir soulevé ces questions. Je suis arrivée à la BM cette année. Jim (Wolfenhsen) veut mettre la Banque à l'avant front de l'approche : l'être humain au centre du développement. Il est important pour nous d'être actifs au niveau des pays sans que la Banque dicte des choses aux pays. Nous avons besoin de nous donner la main, d'être à l'écoute les uns des autres. Nous sommes à l'écoute des décalages. Il faut voir ce que peut faire la Banque et ce que peuvent faire les pays.

Suzy : Nous n'avons pas de bilans sur ce que vous dites faire, ils sont indispensables. Même si vous avez des projets micro économiques, les PAS (macro-économiques) les balaient puisque ce sont eux qui priment.

Vous parlez de l'annulation de la dette en disant quasiment qu'elle est en route. Nous avons été reçues il y a 2 jours, lors de notre manifestation de Bruxelles par la Commissaire européenne, Mme Diamantopoulou (Wolfensohn opine du chef, il la connaît bien). L'UE, ce sont les pays riches, ceux qui peuvent abolir la dette. Elle nous a parlé de la réduction de la taxation des produits des pays les moins avancés. Quand on lui a rétorqué l'annulation de la dette, elle a répondu : « Ca c'est compliqué »

Karen Mason . Director Gender Division (anglais) : Nous allons diffuser un nouveau rapport de recherche sur le sexisme, les systèmes patriarcaux. Nous avons considéré de près les questions de l'incidence des PAS sur les femmes. Ce n'est pas toujours vrai que les femmes souffrent plus que les hommes dans les PAS, que les pauvres souffrent plus que les riches. Je dois rédiger une nouvelle stratégie pour la dynamique hommes-femmes. Il faut donner davantage de ressources aux femmes.

Il ne faut pas oublier que nous sommes gérés par les 183 pays membres.

James Wolfenhsen : Il faut faire montre d'énergie positive. Il faut que nous arrivions à une meilleure compréhension de nos positions respectives. Chacune des questions doit être analysée. Il faut que vous compreniez ce que nous faisons. Il y a des personnes autour de moi engagées sur

ces questions. Je me suis rendu dans 110 pays différents. Ça fait 5 ans qu'avec ma femme Hélène nous considérons ces questions. Il faut établir un dialogue, partager les objectifs. Toutes ces questions sont complexes. Même si vous obtenez ce que voulez, ça ne suffira pas, sur les violences, etc... Quand j'ai lu votre document, je me suis dit : « les personnes qui nous attaquent, on travaille pour elles. »

Françoise : Nous sommes ici avec des femmes qui travaillent sur le terrain. Elles peuvent dire ce qui se passe. Elle demande à Farida, d'Egypte, de venir près d'un micro.

Jan Piercy (anglais) : Je suis l'une des 24 administrateurs de la Banque. Mr Wolfensohn peut être contesté quand au Conseil il veut mettre en avant la politique de genre.

Farida : Explique le drame de ce qui s'est passé en Egypte. 48 % du peuple égyptien vit en dessous du seuil de la pauvreté. Le secteur public a été liquidé. La pauvreté s'est féminisée. Les filles quittent l'école car l'éducation n'est plus gratuite. Vos politiques ont des conséquences tragiques sur la crise de mon pays.

James Wolfensohn : Il y a des différences de point de vue fondamentaux ici. Je ne me réveille pas tous les jours en me disant : tiens je vais gâcher la vie aux femmes. Octroyez moi le bénéfice de nos intentions. Il est nécessaire de quitter cet échange sur une note positive. J'ai une demande : assurer le suivi mais sans engagement de votre part. J'espère simplement qu'en quittant cette réunion vous aurez l'impression d'avoir été entendues. Main dans la main, je veux réagir en profondeur.

Sylvia : Même si nous acceptons de dialoguer, vous êtes plus puissants que nous toutes. Nous ne sommes pas égaux, ça ne sera pas une discussion égalitaire. Il y a des différences.

Françoise : Je vous remercie de nous avoir reçues. Vous avez toutes sortes de façons de commencer à nous répondre dès aujourd'hui. Il faut par exemple entendre Farida qui parle de choses très concrètes.

Compte-rendu de la rencontre Marche mondiale/Fonds Monétaire International.

Portes-parole : Young Hee Shin, Corée; Myriam Nobre, Brésil; Judith Odunga, Tanzanie; Marie Frantz Joachim, Haïti

Introduction et « animation : Françoise David.

Présentes : idem Banque Mondiale.

Même remarque qu'à la BM pour l'interprétariat

Young Hee Shin (anglais) : Demande au Fmi de changer de cap. La Corée a été victime de la crise fin 97. Elle a demandé un plan de sauvetage au Fmi. L'économie de la Corée est sous la direction du Fmi. Il y a eu la libéralisation du commerce extérieur, l'ouverture du marché boursier, etc.... La pauvreté s'est accentuée. Les disparités sociales se sont aggravées. On assiste à une crise d'identité des jeunes générations coréennes. L'impact sur les femmes a été très fort: elles ont été les 1ères licenciées, celles qui travaillent toujours craignent de perdre leur emploi. L'environnement du travail s'est détérioré. Les problèmes de violences ne sont pas soulevés : prostitution, violence domestique. Le patriarcat est renforcé par le néo-capitalisme.

Il faut laisser tomber le néo-capitalisme, se fonder sur une politique communautaire. Il faut intégrer la politique de genre. Il ne faut pas imposer de privatisation.

Myriam Nobre (français) : Les droits à la santé et à l'éducation sont des droits universels. Au Brésil, ces services ont été remplacés par des services à bon marché, basés sur le travail non payé des femmes. Les femmes travaillent dans le secteur informel.

L'eau, la terre sont traitées comme des marchandises. Les femmes paysannes n'ont pas accès aux prêts qui permettent d'acheter la terre.

Le corps des femmes devient une marchandise.

Notre discours a des points communs avec Seattle, Genève, Prague, etc...

Marie Frantz Joachim (français) : Au début des années 80, la situation socio-économique des femmes s'est détériorée à cause de l'application des programmes d'ajustement structurel. Les

femmes se sont rabattues sur le secteur informel sans aucune protection et sécurité sociale. La plupart d'entre nous sommes cheffes de ménage. Nous devons immigrer dans les grandes villes pour trouver un emploi. Nous reproduisons la société en mettant au monde des enfants, en gérant les moindres détails de la vie quotidienne. Nous exigeons la fin des programmes. Les dirigeants politiques et économiques de nos pays ont de moins en moins de marge de manœuvre quant à la gestion de l'économie. Nos pays sont vidés de leurs ressources, endettés. La dette de Haïti s'élève à 1,134 milliards de \$ et le service de la dette est estimé à plus de 4 millions de \$ par mois.

Malgré les améliorations constatées dans la croissance économique et la situation financière de notre pays, la dégradation sociale ne cesse de s'accroître : 80 % de notre population survit avec moins de 1\$ par jour. Les femmes représentent 70 % des pauvres.

Nous exigeons que le Fmi intègre des critères de droits humains, de justice sociale et d'égalité de sexe dans l'évaluation des politiques publiques. Le degré de corruption dans l'administration publique doit être également considéré. L'éligibilité des Etats à des facilités financières internationales doit tenir compte de la participation des femmes à tous les niveaux de prise de décision. De même le travail invisible des femmes doit être comptabilisé dans les agrégats macro économiques.

Horst Köhler, Directeur exécutif du FMI (anglais) : J'ai consacré les 3 premiers mois de mon mandat à voyager. On m'a dit que le Fmi devait continuer. Et je n'ai pas rencontré uniquement les présidents mais aussi la société civile. Malgré les critiques, l'impression c'est que la grande majorité des gens veulent qu'il continue. De retour à Washington, j'ai préconisé que le Fmi reste dans les pays les plus pauvres. Ce serait une erreur de se retirer.

Je me réjouis de la rencontre avec vous. Vous voulez que vos activités soient médiatisées. Vous venez avec des journalistes, une équipe de tournage. Vous faites un travail de sensibilisation.

La pauvreté est une grave menace pour la paix, la prospérité. Vous avez contribué à cette prise de conscience comme à Prague et ailleurs. Vous êtes sur la bonne voie.

Je ne suis pas d'accord avec toutes vos positions. Personne n'a de panacée pour résoudre les problèmes. Le Fmi doit tirer des enseignements des expériences passées. Nous avons manqué de sensibilité quant aux répercussions sociales de certains programmes d'ajustement structurel. Mais beaucoup de choses ont changé, pas mal de choses sont faites. Il y a 3 semaines à Prague j'ai présenté un concept de changement de la politique du Fmi. C'est un recentrage aussi culturel.

J'étais avant au ministère des finances allemand, j'ai travaillé avec la Russie. Je suis heureux que nous ne vivions plus dans un environnement de guerre froide. Les pays pauvres ont été utilisés par les pays communistes et capitalistes. Il y a eu le colonialisme et la guerre froide. Je suis très heureux qu'il n'y ait plus de communisme. On peut se consacrer alors à la lutte contre la pauvreté. La disparité des revenus, la prospérité des pays riches ne sont pas viables.

Le Fmi fait de son mieux pour améliorer la condition féminine. Comment faire reculer la pauvreté ? Nous devons suivre une politique qui donne aux individus une marge de manoeuvre. Il faut créer à partir de l'Etat un cadre juridique public pour que le secteur privé puisse se développer. Le néo-libéralisme n'est pas une solution systématique mais une politique de l'Etat non plus. Il faut combiner un secteur privé et un bon Etat juridique avec des lois.

Sur la Corée : ce n'est pas le Fmi qui a placé la Corée dans cette situation. C'est la politique coréenne. Quoique nous fassions toute société a le droit de définir sa propre politique. Le Fmi ne donne pas de leçons. Si ça fonctionne, on ne dit pas que c'est le Fmi. On le dit quand ça dysfonctionne. Le Fmi a bon dos. Les hommes politiques doivent assumer leurs responsabilités. Le président du Brésil m'a dit c'est notre programme, idem le président de la Corée. En Thaïlande, Corée, Brésil, il y a eu des améliorations macro-économiques : croissance, créations d'emplois.

Le néo-libéralisme ne veut pas promouvoir des normes mondiales, le Fmi conseille seulement.

Le libre échange est dans l'intérêt des pauvres. Comment les produits des pays pauvres peuvent-ils arriver dans les pays riches ? C'est scandaleux, les pays riches se protègent, ils défendent leurs marchés, ce n'est pas le Fmi qui impose. Il faut s'adresser aux pays riches pour l'ouverture des marchés. Les micro-financements, la décentralisation, c'est plus important que de lutter contre

le néo-libéralisme. Le Fmi a un souci d'ouverture. Il publie beaucoup, tout est sur le site Web. Mais il faut être responsable devant les actionnaires.

Ma philosophie pour le Fmi est de mettre fin à la domination des pays riches. Le partenariat des 182 pays est nécessaire. Il faut que vos représentants fassent reconnaître leur voix dans ces institutions. Les pays riches doivent entendre la voix des pauvres.

Sur l'imposition des privatisations : l'entreprise ne doit pas parvenir entre les mains d'un brigand. La privatisation n'est pas une panacée mais un gouvernement corrompu n'est pas mieux. La privatisation n'est pas une idéologie, il faut la reléguer au passé. Comment améliorer l'efficacité de la société publique ? Il faut survivre dans un environnement de concurrence. Les pays pauvres ont un vivier de talents qui doit être mis en valeur.

Au Brésil, les pauvres doivent avoir accès à la terre.

Le président du Kenya m'a prié de lui rendre visite et de continuer le soutien. Je lui ai dit qu'il devait lutter contre la corruption. La corruption plonge ses racines dans la pauvreté. Si on avait allégé la dette, ce seraient les corrompus qui en auraient profité. Ceci s'inscrit dans la perspective de la conditionnalité. Nous voulons restreindre la conditionnalité mais nous voulons donner de bons conseils pour aller vers une meilleure économie.

Je n'ai pas de planche à billets. Les prêts reposent sur les contributions des pays riches qui demandent : « avez-vous bien dépensé cet argent ? ». Mais je reconnais le fait que le Fmi ne doit pas entrer dans le détail de la gestion publique. Il n'y a pas de panacée, il faut examiner avec soin les spécificités de chaque situation.

En Haïti, vous êtes victimes de bon nombre de fléaux mais aussi de votre gouvernement. Les pays doivent assumer leur responsabilité sinon il n'y aura pas de solution. Les dirigeants ne voient pas comment améliorer leur gouvernement. Imputer cela au Fmi est une grave erreur. Je suis profondément déterminé à suivre une politique humaine. Nous avons la FRPC (Forest Products Research Centre) avec la Bm. Nous voulons promouvoir un processus participatif.

Je vous fait part d'une remarque de la ministre des finances du Botswana : le Président m'a dit qu'il faut avant tout lutter contre le sida. Je suis d'accord. Ensuite la ministre m'adit que dans l'hymne national on dit « Femmes levez-vous, hommes réveillez-vous ». Et c'est un des problèmes en Afrique. Il faut que nous luttons tous contre cela.

Françoise : Mr Kohler fait preuve d'une grande franchise. Nous sommes au fonds des choses. Il ne faut pas remplacer la dictature des états par la dictature des marchés. L'ensemble des gouvernements doit être responsable, notre plate-forme demande la fin de la corruption. Mais il faut aussi critiquer les pays riches qui prônent bon nombre de décisions sur la façon dont ils veulent que ça fonctionne au sud. Mais le Fmi a ses responsabilités : l'imposition des PAS entraîne la fin des subventions des produits alimentaires de base, la réduction de la fonction publique, des problèmes sur l'éducation.

Sur les armes : qui les vend ? Les pays riches qui sont membres du CA du Fmi

Myriam : Nos gouvernements sont subordonnés aux politiques du Fmi. Il y un accord Brésil-Fmi notamment sur la privatisation de certaines industries. On peut se débarrasser d'un gouvernement corrompu.

Youg : Les conditions de l'accord sont trop draconiennes. Le président a dit qu'il en renégocierait les termes. Les droits des femmes ont reculé de 10 ans en Corée.

Emilie Jordanie (anglais) : Le libéralisme est la poursuite du colonialisme. Nous avons connu 2 PAS. 25% du budget est au service de la dette. Il est du devoir de notre gouvernement de lutter contre la corruption. De nouveaux chômeurs sont apparus sur le terrain. Avec l'ouverture des marchés aux pays riches l'économie va s'effondrer. Je propose un moratoire sur le remboursement de la dette

Fatou Mali (français) : Le Fonds et la Banque choisissent leur société civile.

Suzu : Je viens de France. Vous parlez de la corruption des pays pauvres Elle existe aussi dans les pays riches .Vous savez que l'an dernier notre ministre des finances, Mr Strauss Kahn a du démissionner pour emploi fictif. Je passe rapidement sur le maire de Paris Mr Tibéri pour arriver au Président Chirac mis en cause sur le financement des partis politiques, qui ne sera pas inquiété tant qu'il est Président de la République.

Le Nord se donne les moyens de continuer légalement sa corruption par les paradis fiscaux et le secret bancaire.

Horst Köhler: Je suis déçu. J'écoute beaucoup. Vous n'êtes pas disposées à m'écouter. Vous êtes venues avec une position immuable. On a été trop rapide pour dire s'il y avait accord ou pas. Il y a certains accords et certains désaccords. Il faut m'écouter plus, voir ce qu'il faut changer. Il faut être réaliste. Vous avez beaucoup de questions, d'idées et pas de réponse. Travaillons ensemble pour trouver des réponses meilleures.

Je suis d'accord sur la non-dictature des marchés.

Sur la corruption : je suis le 1er à dire que les pays riches auraient tort de dire que la corruption est dans les gênes des pays pauvres.

Si il y a une administration de 500 000 personnes plutôt que 100 000 qui suffiraient, les 400 000 en trop sont un fardeau pour les pauvres. Ce n'est pas qu'on donne des conseils de licenciements. L'argent d'une fonction publique trop lourde pourrait servir à un investissement. Les pauvres doivent payer plus pour les produits.

Beaucoup de bêtises sont dites, il y a des préjugés à l'égard du Fmi. La fin des subventions, la réduction de la fonction publique : ça n'est pas toujours négatif.

Sur les ventes d'armes ; travaillons ensemble, c'est négatif mais une question de souveraineté entre en compte. Je suis déçu par les dépenses d'armement en Afrique.

La privatisation est négative ? il faut que vous nuanciez votre position : si la société publique n'a aucun marché, ça obère les ressources.

Le Fmi doit avoir une plus grande prudence dans son analyse des conséquences au niveau des femmes.

Ca n'est pas vrai que le Fmi est sous la coupe des Usa .Ceux-ci ont un rôle de leadership. Mais je critique parfois le G7 ou le Canada, et je suis libre de le faire. Je n'ai pas de réponse à votre problème de diaboliser les Usa.

PPTE : c'est l'allègement de la dette, et pour 20 pays nous devons arriver au point de décision.

Lutter contre la pauvreté c'est investir. Il faut avoir l'épargne nécessaire. Il faut être réaliste, être à l'écoute, avoir une politique qui permet de dégager des prêts. Il faut maintenir une culture qui sait que si le débiteur peut rembourser, il doit rembourser.

Nous devons réduire la pauvreté de moitié d'ici 2015 :

- obtenir plus de fonds de la part des pays riches
- sur les marchés : des études faites montrent que si les droits de douane des pays riches étaient réduits de 50%, cela améliorerait le bien-être des pays pauvres : 50 milliards (de \$ je suppose) par an.

Les pauvres doivent prendre leur destinée en mains. L'abolition de la dette n'est pas une panacée, ça ne réduira pas la pauvreté.

Le Fonds est en train de changer. Je suis venu travailler avec 182 pays membres dont des pays pauvres. Je veux créer un climat de coopération. Nous changeons notre politique, la conditionnalité, nous travaillons de concert avec la Bm. Si vous voulez plus, dites le clairement. Il faut renforcer le Fmi et la Bm car ce sont vos partenaires.

Compte rendu de Suzy Rojzman

Les deux interventions ont eu lieu le 16 octobre 2000